



# INFOS CONSEIL

Council of Canadian Academies  
Conseil des académies canadiennes

LE SAVOIR AU SERVICE DU PUBLIC

NUMÉRO 2

JUILLET 2007

## DANS CE NUMÉRO

LE CAC LANCE 5  
ÉVALUATIONS..... 1

ARTICLE CENTRAL: LES  
HYDRATES DE GAZ - « UNE  
GLACE QUI BRÛLE »..... 1-3

POUR ASSURER UNE GESTION  
DURABLE DES EAUX  
SOUTERRAINES AU  
CANADA..... 3-4

LES RISQUES POSÉS À LA  
SANTÉ HUMAINE ET À  
L'ENVIRONNEMENT PAR LES  
NANOTECHNOLOGIES..... 4

UN COMITÉ D'EXPERTS  
ENQUÊTE SUR LA  
PROPAGATION DU VIRUS DE  
LA GRIPPE..... 5-6

UN COMITÉ D'EXPERTS POUR  
ÉVALUER LES  
FACTEURS AFFECTANT  
L'INNOVATION DANS LES  
ENTREPRISES..... 6

LA SRC FÊTE SES 125  
ANS..... 6

LE CAC LANCE DES  
APPELS PUBLICS..... 7

LA NOUVELLE STRATÉGIE DU  
GOUVERNEMENT EN S ET T  
FAIT APPEL AUX  
COMPÉTENCES DU CAC.... 7

NOUVEAUX ARRIVANTS AU  
CONSEIL DES GOUVERNEURS  
ET AU COMITÉ CONSULTATIF  
SCIENTIFIQUE..... 8

NOUVEAUX ARRIVANTS AU  
CONSEIL DES ACADÉMIES  
CANADIENNES..... 8

## LE CAC LANCE 5 ÉVALUATIONS

Maintenant que son année de lancement (terminée en mars 2007) s'est achevée avec succès, le Conseil des académies canadiennes est désormais pleinement lancé dans la réalisation de sa mission principale, qui est d'apporter son appui à des évaluations spécialisées sur les connaissances scientifiques étayant les grands enjeux des politiques publiques.

Le CAC travaille à l'heure actuelle sur cinq évaluations portant sur des sujets proposés par le gouvernement fédéral. Ces évaluations couvrent tout un éventail de sujets. Deux des cinq propositions émanent de Ressources naturelles Canada et portent (1) sur les connaissances scientifiques nécessaires pour gérer de façon durable les eaux souterraines du Canada et (2) sur le potentiel des hydrates de gaz en tant que nouvelle source d'énergie au Ca-

nada. Deux autres propositions émanent de Santé Canada et portent (3) sur les risques que présentent les nanotechnologies pour la santé et pour l'environnement et (4) la transmission du virus de la grippe et le rôle que jouent les respirateurs et les masques chirurgicaux en vue de prévenir la propagation du virus. La dernière proposition émane d'Industrie Canada et concerne (5) les facteurs affectant l'innovation dans le secteur privé au Canada.

Le comité d'experts chargé de l'évaluation sur les hydrates de gaz est le premier à s'être réuni, les 8 et 9 mai derniers à Ottawa. Ce numéro d'*Infos conseil* contient donc un article intitulé « Les hydrates de gaz - Une glace qui brûle ». Les autres évaluations seront abordées dans de prochains numéros du bulletin.

## LES HYDRATES DE GAZ - « UNE GLACE QUI BRÛLE »

Les hydrates de gaz représentent une énorme réserve de gaz naturel à l'échelle planétaire, sous la forme de structures cristallines semblables à de la glace. Certains experts estiment que ces hydrates de gaz renferment plus d'énergie que le total de l'énergie disponible dans les réserves existantes de gaz, de pétrole et de charbon. Les hydrates de gaz se forment dans la nature lorsque les gaz (principalement du méthane issu de la décomposition microbienne des matières organiques) se combinent à l'eau dans un milieu à basse température et à pression élevée. Est-il cependant possible d'extraire le gaz de cette forme hydratée en toute sécurité, de façon économiquement rentable et selon des procédures

mandé au CAC (par l'intermédiaire du ministre des Ressources naturelles) d'évaluer « les défis à surmonter pour établir des opérations acceptables d'extraction des hydrates de gaz au Canada ». Le comité d'experts sur les hydrates de gaz, composé de 13 experts du Canada et de l'étranger (voir la composition à la page 2 et 3) tentera de rendre compte des connaissances scientifiques et technologiques pertinentes concernant l'extraction potentielle d'hydrates de gaz au Canada. Le rapport du comité rendra compte, entre autres, des considérations d'ordre environnemental et économique associées aux hydrates de gaz, ainsi que des problèmes d'ordre social susceptibles de découler de leur exploitation commerciale. Ce



« Une glace qui brûle » -  
Photographie de la  
combustion directe  
d'hydrates de gaz

acceptables sur le plan environnemental? Quels sont les défis d'une telle entreprise sur le plan scientifique et sur le plan du génie? Quelles sont les principales lacunes dans nos connaissances à ce sujet?

comité d'experts est présidé par John Grace (MSRC, MACG), professeur de l'Université de la Colombie-Britannique et titulaire de la chaire de recherche du Canada sur les processus d'énergie propre.

En septembre 2006, le gouvernement a de-

L'histoire des hydrates est des plus électri-

ques. Le premier rapport officiel sur ces hydrates émane de M. Humphrey Davy, de la Royal Society of London, en 1811. Ce dernier note que, alors qu'il travaillait sur des mélanges de chlore et d'eau, un solide semblable à la glace s'est formé à une température supérieure au point de congélation de l'eau. En 1934, E. G. Hammerschmidt découvre que les tuyaux de transport du pétrole et du gaz se bouchent en raison de la formation d'hydrates de gaz, ce qui suscite des programmes de recherche en vue de prévenir de telles formations.

L'intérêt pour les hydrates reprend de plus belle lorsqu'on découvre qu'ils existent à l'état naturel sous de grandes parties des zones polaires du globe et sous le plancher océanique des pentes continentales, à des profondeurs de plus de 600 m sous la surface des océans. Au Canada, les trois marges continentales contiennent toutes trois des hydrates de gaz. Les gisements du delta du fleuve Mackenzie contiennent des hydrates de gaz à une concentration qui est parmi les plus élevées au monde. Un certain nombre d'autres pays, comme l'Inde, le Japon et la Chine, ont eux aussi des gisements substantiels d'hydrates de gaz en milieu marin, tandis que la Russie et les États-Unis ont des gisements à la fois en milieu marin et en milieu arctique.

En raison de leur teneur élevée en hydrocarbures, les hydrates de gaz naturels ont le potentiel d'être une source importante d'énergie. Lorsqu'on réchauffe les hydrates de gaz sous forme cristalline ou qu'on réduit suffisamment la pression qui s'exerce sur ces hydrates, on obtient du méthane, qui peut être utilisé exactement comme le gaz naturel ordinaire. C'est pour cela qu'on parle d'une « glace qui brûle ».

L'ordre de grandeur potentiel de cette ressource est à l'origine de programmes nationaux de recherche-développement aux États-Unis, au Canada, au Japon, en Corée, en Inde, en Chine, en Russie et dans d'autres pays. Ces programmes ont pour but d'évaluer la valeur potentielle en tant que ressource naturelle de l'hydrate de méthane et d'élaborer des techniques d'extraction. Les gisements ciblés, qu'on appelle aussi « zones idéales », sont ceux qui sont les plus intéressants en vue d'évaluer le potentiel de la ressource, mais les connaissances concernant leur localisation sur la planète sont insuffisantes. Les hydrates de gaz posent un certain nombre de problèmes sur le plan technique, économique, environnemen-

tal et social, qu'il faudra résoudre avant de pouvoir envisager d'exploiter concrètement la ressource. Il faut, par exemple, que nous comprenions mieux les facteurs géologiques affectant les gisements concentrés d'hydrates de gaz. On ne prévoit pas d'exploitation commerciale des hydrates de gaz avant de nombreuses années.

C'est un consortium international (le projet Mallik) qui a effectué le premier travail important d'évaluation de la faisabilité de la production de méthane à partir des hydrates de gaz, dans le pergélisol du nord du Canada. On a ainsi, en 2002, injecté de l'eau chaude dans un puits de 1200 mètres de profondeur afin de provoquer la décomposition des hydrates de gaz dans la zone et de faire remonter le méthane dans le puits. Ce projet de recherche-développement d'un budget total de 25 millions de dollars est le fruit d'une collaboration entre huit partenaires, sous la direction de la Commission géologique du Canada et de la Société pétrolière nationale du Japon. Au début 2007, le projet Mallik est entré dans une nouvelle phase de forage, en vue de tester les techniques permettant de dépressuriser les hydrates de façon à libérer le gaz et à le diriger vers le puits à mesure que la pression diminue.

La première réunion du comité d'experts sur les hydrates de gaz a eu lieu les 8 et 9 mai 2007 à Ottawa et a été l'occasion d'une rencontre et d'un échange avec l'organisme parrainant l'étude, à savoir Ressources naturelles Canada, ainsi qu'avec divers autres ministères et agences du gouvernement dont le mandat serait affecté par l'exploitation des hydrates de gaz à grande échelle. Le comité d'experts a entamé la préparation de son rapport pendant l'été et également fait appel aux commentaires et aux suggestions des parties intéressées, qui possèdent des connaissances ou ont des intérêts directs dans les hydrates de gaz au Canada et leur éventuelle exploitation. Il est prévu que l'évaluation se terminera à la fin du printemps 2008.

*Le présent article a été préparé par le personnel du Conseil des académies canadiennes. Les opinions et conclusions exprimées dans cet article sont celles du personnel du CAC et ne reflètent pas nécessairement le point de vue du comité d'experts sur les hydrates de gaz.*

## LE COMITÉ D'EXPERTS SUR LES HYDRATES DE GAZ

**John Grace** - président - MSRC, MACG

Professeur de génie chimique et biologique et titulaire de la chaire de recherche du Canada sur les processus d'énergie propre à l'Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

**Timothy Collett**

Chercheur géologue à la Division de la géologie de l'USGS et chef de projet du NSAGHP (Denver, Colorado)

**Frederick Colwell**

Professeur de géomicrobiologie au College of Oceanic and Atmospheric Sciences d'Oregon State University (Corvallis, Oregon)

**Mehran Pooladi-Darvish**

Professeur de génie chimique et pétrolier à l'Université de Calgary (Calgary, Alb.)

**Emrys Jones**

Gestionnaire de projet à Chevron (Richmond, Californie)

**Peter Englezos**

Professeur du département de génie chimique et biologique à l'Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

**Robert Mansell**

Directeur général de l'ISEEE et professeur au département d'économie de l'Université de Calgary (Calgary, Alb.)

**J. Peter Meekison**

Professeur auxiliaire de sciences politiques à l'Université de Victoria (Victoria, C.-B.)

**Rosemary Ommer**

Professeure auxiliaire du département d'histoire, directrice par intérim du CEOR (Centre for Earth and Ocean Research) et gestionnaire des subventions du CRSH au bureau du vice-recteur à la recherche à l'Université de Victoria (Victoria, C.-B.)

suite à la page 3...

**Michael Riedel**

Professeur agrégé du département EPS (Earth and Planetary Sciences) et titulaire de la chaire T.H. Clark sur la géologie des sédiments et du pétrole à l'Université McGill (Montréal, Qué.)

**John Ripmeester - MSRC**

Agent principal de recherche du groupe Structure et fonction des matériaux du Conseil national de recherches Canada (CNRC) (Ottawa, Ont.)

**Craig Shipp**

Chef d'équipe pour la GAPPT (Geohazards Assessment and Pore Pressure Prediction Team) de Shell International Exploration and Production Incorporated (Houston, Texas)

**Eleanor Willoughby**

Associée de recherche au MGG (Marine Geophysics Group) de l'Université de Toronto (Toronto, Ont.)

*Le comité d'experts sur les hydrates de gaz et le personnel du CAC*

*En arrière (G-D) : J. Peter Meekison, John Ripmeester, Peter Englezos, Michael Riedel, Peter Nicholson (CAC), Marc Saner (CAC) John Grace*

*Centre (G-D) : Christina Stachulak (CAC), Tim Collett, Frederick Colwell, Eleanor Willoughby*

*Au premier rang (G-D) : Craig Shipp, Rosemary Ommer, Robert Mansell*

*Absents sur la photo : Emrys Jones, Mehran Pooladi-Darvish*

*Photographie prise le 8 mai 2007 à Ressources naturelles Canada à Ottawa (Ont.)*



## POUR ASSURER UNE GESTION DURABLE DES EAUX SOUTERRAINES AU CANADA

En septembre 2006, le ministre des Ressources naturelles a posé au Conseil des académies canadiennes la question suivante : « Du point de vue scientifique, que faut-il pour parvenir à une gestion durable des ressources en eaux souterraines du Canada? » L'évaluation du Conseil des académies canadiennes servira à mettre en évidence les connaissances scientifiques dans le domaine, ainsi que les lacunes dans ces connaissances, en vue de permettre aux gouvernements des différents paliers (local, provincial et fédéral) de s'orienter dans la définition des politiques publiques et des réglementations sur la gestion durable de ces ressources. Il s'agit ici des connaissances scientifiques au sens général, incluant à la fois les sciences naturelles et les sciences humaines et sociales, qui permettront de répondre aux questions qui se posent à

l'heure actuelle et à celles dont on prévoit pourraient se poser à l'avenir. L'évaluation permettra également de mieux informer les Canadiens et les Canadiennes de la valeur et des vulnérabilités potentielles des ressources en eaux souterraines du pays. Le comité d'experts qui se chargera de l'étude est présidé par James P. Bruce (MSRC) et la liste de ses membres apparaît ci-dessous. La première réunion du comité a eu lieu les 21 et 22 juin derniers et a permis de discuter de la question avec le ministère parrainant l'étude, de convenir d'un plan général pour le rapport d'évaluation et de coordonner les travaux nécessaires de recherche et de rédaction. On prévoit que le rapport d'évaluation sera prêt pour la publication au printemps 2008.

## LE COMITÉ D'EXPERTS SUR LES EAUX SOUTERRAINES

**James P. Bruce - président- MSRC**

Consultant en questions environnementales, spécialiste du climat et de l'eau (Ottawa, Ont.)

**William Cunningham**

Chef adjoint de l'office des eaux souterraines du U.S. Geological Survey (Reston, Virginie)

**Allan Freeze - MSRC**

Ancien professeur et directeur du programme de génie géologique de l'Université de la Colombie-Britannique (Surrey, C.-B.)

**Robert Gillham - MSRC**

Professeur du département des sciences de la Terre, membre de l'Institut de recherche sur les eaux souterraines de l'Université de Waterloo, titulaire de la chaire du CRSNG en surveillance des eaux souterraines et en traitement des contaminants organiques à l'Université de Waterloo (Waterloo, Ont.)

**Sue Gordon**

Hydrogéologue et chef du programme intégré de gestion de l'eau au Conseil de recherche de l'Alberta (Calgary, Alb.)

suite à la page 4...

**Steve Holysh**

Hydrogéologue principal à la Coalition Moraine des offices de protection de la nature (Downsview, Ont.)

**Steve Hrudehy - MSRC**

Professeur et doyen adjoint à l'enseignement et à la recherche en sciences de l'écosalubrité au département des sciences de la santé publique à l'Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

**William Logan**

Agent fonctionnel supérieur au conseil des sciences et des technologies de l'eau du National Research Council (Washington D.C.)

**Kerry MacQuarrie**

Professeur et titulaire de la chaire de recherche du Canada sur l'interaction entre les eaux souterraines et les eaux de surface au département du génie civil et à l'Institut canadien des rivières de l'université du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.)

**Paul Muldoon**

Vice-président du Tribunal de l'environnement (Toronto, Ont.)

**Linda Nowlan**

Associée de recherche du programme de gestion de l'eau de l'Institut des ressources, de l'environnement et de la durabilité et du département de géographie de l'Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

**John Pomeroy**

Titulaire de la chaire de recherche du Canada en ressources d'eau et en changement climatique au département de géographie de l'Université de la Saskatchewan (Saskatoon, Sask.)

**Steven Renzetti**

Professeur au département d'économie de l'Université Brock (St. Catharines, Ont.)

**Barbara Sherwood Lollar - MSRC**

Professeure et directrice du laboratoire des isotopes stables du département de géologie de l'Université de Toronto (Toronto, Ont.)

**René Therrien**

Professeur du département de géologie et de génie géologique de l'Université Laval (Québec, Qué.)



*Le comité d'experts sur les eaux souterraines*

*En arrière (G-D) : Steven Renzetti, William Logan, Allan Freeze, William Cunningham, René Therrien, Robert Gillham, Kerry MacQuarrie*

*Au premier rang (G-D) : Barbara Sherwood Lollar, James P. Bruce, Steve Holysh, Sue Gordon, John Pomeroy, Linda Nowlan*

*Absents sur la photo : Steve Hrudehy, Paul Muldoon*

*Photographie prise le 22 juin 2007 au Conseil des académies canadiennes à Ottawa (Ont.)*

## LES RISQUES POSÉS À LA SANTÉ HUMAINE ET À L'ENVIRONNEMENT PAR LES NANOTECHNOLOGIES

En février 2007, le ministère de la Santé du gouvernement fédéral a posé au CAC la question suivante : « Que sait-on concernant les risques que présentent les nanomatériaux pour la santé humaine et pour l'environnement? » Le président du comité d'experts est le professeur Pekka Sinervo, doyen des arts et des sciences à l'Université de Toronto. La sélection des 15 membres du comité s'est récemment achevée. Le comité examinera les nouveaux risques que peuvent présenter les nanotechnologies pour la santé et pour

l'environnement, en vue de proposer une analyse qui servira de référence lors de l'élaboration de règlements appropriés en la matière à partir d'éléments spécialisés et objectifs. La publication du rapport d'évaluation est prévue pour le printemps 2008.

## UN COMITÉ D'EXPERTS ENQUÊTE SUR LA PROPAGATION DU VIRUS DE LA GRIPPE

Le ministère de la Santé, au nom de l'Agence de santé publique du Canada, a posé au CAC une série de questions destinées à faire la lumière sur les mécanismes précis de transmission du virus de la grippe d'une personne à l'autre et d'examiner, à la lumière de ces mécanismes, dans quelle mesure les masques et les respirateurs peuvent contribuer à limiter la propagation de l'infection. Plus précisément, le CAC aura à évaluer les questions suivantes : « Comment et où les virus de la grippe saisonnière et des pandémies de grippe se transmettent-ils? » et « D'après les conclusions de cette étude, dans quelle mesure pensez-vous que les respira-

teurs de type N95 ou les masques chirurgicaux contribueront-ils à prévenir la transmission des virus de la grippe saisonnière et des pandémies de grippe? » Le comité d'experts, présidé par M. Donald Low (MACSS), s'est réuni pour la première fois le 8 juin (par téléconférence) et une deuxième fois à Toronto les 25 et 26 juin. L'évaluation, dont on prévoit l'achèvement pour la mi-novembre 2007, fournira des informations pertinentes pour la mise à jour prévue du plan du Canada en cas de pandémie de grippe.

### LE COMITÉ D'EXPERTS DE LA GRIPPE

**Donald Low** - président - MACSS  
Microbiologiste en chef du département de microbiologie au Mount Sinai Hospital (Toronto, Ont.)

**Karen Bartlett**  
Professeure de l'École d'hygiène professionnelle et environnementale à l'Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

**Jean-Louis Baudouin** - MSRC  
Juge de la Cour d'appel du Québec (Montréal, Qué.)

**Lisa Brosseau**  
Professeure agrégée du département des sciences de la santé environnementale de l'École de la santé publique à l'Université du Minnesota (Minneapolis, Minnesota)

**Anne-Marie Bourgault**  
Professeure titulaire de clinique du département de microbiologie et immunologie de la Faculté de médecine à l'Université de Montréal (Montréal, Qué.)

**Penny Ericson**  
Doyen émérite des sciences infirmières et professeure émérite de la faculté de sciences infirmières à l'Université du Nouveau-Brunswick (Fredericton, N.-B.)

**Michael Gardam**  
Directeur du service de prévention et de lutte contre les infections et directeur médical de la clinique de la tuberculose au University Health Network, Toronto (Toronto, Ont.)

**Robert Janssen**  
Analyste principal des politiques du département d'examen des politiques et des règlements de prévention de la division des politiques et de la recherche à WorkSafeBC (Richmond, C.-B.)

**Thomas Marrie** - MACSS  
Doyen de la faculté de médecine et de médecine dentaire à l'Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

suite à la page 6...

*Le comité d'experts de la grippe et le personnel de CAC*

*(G-D) : Michael Gardam, Peter Nicholson (CAC), Penny Ericson, Jean-Louis Baudouin, Trina Foster (CAC), Donald Low, Susan Tamblin, Raymond Tellier*

*Absents sur la photo : Karen Bartlett, Lisa Brosseau, Anne-Marie Bourgault, Robert Janssen, Thomas Marrie, Allison McGeer, Linda O'Brien-Pallas, Grant Stiver*

*Photographie prise le 26 juin 2007 à Toronto (Ont.)*



**Allison McGeer**

Microbiologiste et consultante en maladies infectieuses du département de microbiologie au Mount Sinai Hospital (Toronto, Ont.)

**Linda O'Brien-Pallas - MACSS**

Professeure de la faculté de sciences infirmières à l'Université de Toronto (Toronto, Ont.)

**Susan Tamblyn**

Consultante sur la santé publique (Stratford, Ont.)

**Grant Stiver**

Professeur et sous-chef de la division des maladies infectieuses et directeur du programme de formation des étudiants de premier cycle du département de médecine à l'Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

**Raymond Tellier**

Microbiologiste et scientifique associé principal de l'Institut de recherche au Hospital for Sick Children (Toronto, Ont.)

## UN COMITÉ D'EXPERTS POUR ÉVALUER LES FACTEURS AFFECTANT L'INNOVATION DANS LES ENTREPRISES

Le gouvernement a, dans le cadre de sa stratégie en S et T — intitulée *Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada* et publiée le 17 mai 2007 —, demandé au CAC d'effectuer une évaluation de l'innovation dans le secteur privé au Canada. Il a posé au CAC une série de questions : « Comment évaluer le rendement des sociétés canadiennes sur le plan de l'innovation? Dans quelle mesure les sociétés canadiennes innovent-elles et que sait-on sur leur rendement en matière d'innovation à l'échelle nationale, régionale et par secteur? Pourquoi la demande des entreprises en matière de sources d'innovation (recherche et développement, machines et équipement, travailleurs qualifiés, etc.) est-elle plus faible au Canada que dans de

nombreux autres pays de l'OCDE? Quels sont les facteurs qui contribuent à cette situation et quelle est l'importance relative de ces différents facteurs? » Même si le débat sur ces questions se poursuit depuis de nombreuses années, le processus d'évaluation par un comité d'experts du CAC apportera un certain degré d'indépendance et une perspective multisectorielle, qui devraient permettre de constituer une base solide et crédible de faits sur laquelle on pourra s'appuyer pour lancer la discussion sur les nouvelles orientations des politiques publiques. Le CAC est en train de sélectionner les experts du comité et s'attend à publier les résultats de l'évaluation au début 2008.

### LA SRC FÊTE SES 125 ANS

La SRC : Les Académies des arts, des lettres et des sciences du Canada, qui est l'un des membres fondateurs du Conseil des académies canadiennes, célèbre cette année son 125<sup>e</sup> anniversaire. Un souper spécial a été organisé le 25 mai dernier sur la Colline du Parlement pour souligner le 125<sup>e</sup> anniversaire de la première rencontre de la SRC, qui a eu lieu le 25 mai 1882. Un grand souper aura également lieu à Toronto le 17 octobre 2007.

La Société royale du Canada, qui est la plus ancienne et la plus prestigieuse des sociétés savantes du pays (et qui est aujourd'hui également connue sous le nom de SRC : Les Académies), a été fondée en 1882 à l'initiative du gouverneur général de l'époque, le Marquis de Lorne, neuvième duc d'Argyll. Elle a organisé sa première réunion à Ottawa sous la présidence de William Dawson, recteur de l'Université McGill. La SRC avait et a toujours pour principaux objectifs de favoriser l'acquisition du savoir et de souligner les contributions remarquables des savants. Il s'agit d'une société quasiment unique parmi les académies nationales du monde, en ce qu'elle regroupe des académies des arts et des lettres, des sciences sociales et des sciences naturelles et appliquées.

La SRC œuvre toujours aujourd'hui sous la présidence d'hon-

neur de la gouverneure générale et cherche à favoriser la réalisation et l'élargissement des objectifs de ses fondateurs. Elle compte parmi ses membres diverses institutions, parmi lesquelles figurent toutes les grandes universités du Canada; ensemble, celles-ci parrainent des colloques consacrés à d'importantes questions d'éthique et de politique publique. La SRC, conformément à sa vaste perspective multidisciplinaire, participe également à des partenariats internationaux de recherche. À titre d'académie fondatrice du Conseil des académies canadiennes, elle apporte son soutien et assure une présence active dans le cadre des évaluations des comités d'experts de ce dernier. Grâce à ses représentants au sein du comité consultatif scientifique et du conseil des gouverneurs du CAC, elle exerce une influence sur le choix des sujets des évaluations, sur les normes s'appliquant au processus d'évaluation et sur l'approbation définitive des évaluations.

La SRC est un intervenant de premier plan dans les domaines du savoir et de la culture au Canada et continue de mettre à profit ses traditions impressionnantes.

*Fourni à Infos Conseil par François Bélisle, directeur général de la SRC : Les Académies des arts, des lettres et des sciences du Canada*

## LE CAC LANCE DES APPELS PUBLICS

Dans les semaines qui viennent, le CAC va lancer des appels publics en vue de recevoir des éléments d'information et des points de vue sur des questions relatives à ses évaluations sur les eaux souterraines et sur les hydrates de gaz. Les réponses que le CAC aura reçues seront utilisées par les comités

d'experts dans leur travail. Pour obtenir tous les détails sur ces appels ou pour soumettre des éléments d'information, consultez notre site Web à [www.sciencepourlepublic.ca](http://www.sciencepourlepublic.ca).

## LA NOUVELLE STRATÉGIE DU GOUVERNEMENT EN SCIENCES ET EN TECHNOLOGIE FAIT APPEL AUX COMPÉTENCES DU CAC

La nouvelle stratégie du gouvernement fédéral dans le domaine des sciences et de la technologie (S et T) s'inspire du premier rapport du Conseil des académies canadiennes — intitulé *L'État de la science et de la technologie au Canada* — et évoque certains rôles importants que le CAC aura à jouer à l'avenir.

Cette stratégie est décrite dans le document *Réaliser le potentiel des sciences et de la technologie au profit du Canada*, publié le 17 mai lors d'une cérémonie au Perimeter Institute for Theoretical Physics à Waterloo, en Ontario. Étaient également présents lors de cet événement dirigé par Stephen Harper, premier ministre du Canada : Jim Flaherty, ministre des Finances; Maxime Bernier, ministre de l'Industrie; et Rona Ambrose, ministre des Affaires intergouvernementales.

Le document stratégique décrit les quatre principaux domaines dans lesquels le Canada est fort, qui sont évoqués dans le rapport du CAC de l'an dernier sur les sciences et la technologie, à savoir : les sciences et les technologies de l'environnement; les ressources naturelles et l'énergie; la santé et les sciences de la vie connexes; et les technologies de l'information et des communications. La stratégie demande aux organismes subventionnaires du gouvernement fédéral (le CRSNG, les IRSC et le CRSH) et au CNRC de travailler ensemble et en collaboration avec les autres partenaires financiers du gouvernement fédéral, comme la FCI, en vue de créer une « masse critique » de savoir-faire dans ces domaines prioritaires. Les organismes subventionnaires devront rendre compte chaque année des progrès qu'ils ont réalisés collectivement en la matière. La nouvelle stratégie appelle également le gouvernement à renouveler périodiquement ses priorités en matière de recherche. Le gouvernement a demandé au CAC de contribuer à ce processus en entreprenant régulièrement des évaluations des forces, des faiblesses et des possibilités dans le secteur des S et T au Canada.

L'un des thèmes clefs de la nouvelle stratégie en S et T est la nécessité pour le secteur privé d'ouvrir la marche, avec une plus grande innovation dans le domaine commercial grâce à la force croissante du Canada en recherche fondamentale et appliquée financée par les fonds publics. Le document stratégique comprend des commentaires approfondis sur la « faiblesse relative du Canada sur le plan des investissements du secteur privé en matière de R-D et de technologies de pointe ». Pour mieux comprendre les

contraintes et les possibilités auxquelles font face les entreprises canadiennes en matière d'investissement dans les S et T, le gouvernement demande au CAC, dans son document stratégique, d'examiner les facteurs expliquant le niveau relativement bas des investissements des entreprises canadiennes dans la recherche-développement et dans les technologies de pointe. Comme le dit le document, « [c]ela aidera le gouvernement à mieux soutenir un engagement accru du secteur privé canadien envers les S et T ».

La nouvelle stratégie en S et T exige une refonte complète des institutions et des processus permettant au gouvernement de recevoir des conseils en matière de sciences et de technologie. Dans un tel contexte, elle note que le CAC a un rôle important à jouer pour ce qui est de fournir aux Canadiens et aux Canadiennes des évaluations spécialisées approfondies et indépendantes sur les connaissances scientifiques étayant les grands enjeux des politiques publiques. En plus de ses études à long terme — d'une durée typique de une à deux années — le gouvernement demandera au CAC de fournir des « évaluations de référence » sur des questions à court terme ou urgentes et imprévues, comme le travail actuel sur la propagation de la grippe saisonnière et des pandémies de grippe.

Le gouvernement a également décidé de simplifier son système consultatif externe sur les politiques en matière de S et T, pour que celui-ci fournisse des conseils mieux intégrés et ce, d'une voix plus forte. Les organismes existants, à savoir le Conseil consultatif des sciences et de la technologie, le Conseil d'experts en sciences et en technologie et le Comité consultatif canadien de la biotechnologie, seront supprimés et remplacés par un nouveau Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation. En plus de ses autres responsabilités pour ce qui est de conseiller le gouvernement sur les politiques publiques, le nouveau conseil produira régulièrement des rapports sur l'« état de la nation » concernant le rendement du Canada en S et T par rapport aux normes internationales d'excellence. Le professeur Howard Alper, actuel président du conseil des gouverneurs du Conseil des académies canadiennes, a été nommé par le gouvernement au poste de premier président du nouveau Conseil des sciences, de la technologie et de l'innovation.

## NOUVEAUX ARRIVANTS AU CONSEIL DES GOUVERNEURS ET AU COMITÉ CONSULTATIF SCIENTIFIQUE

Le CAC a le plaisir d'annoncer que M<sup>me</sup> Heather Munroe-Blum a accepté de rejoindre son conseil des gouverneurs au titre de représentante de la SRC. M<sup>me</sup> Munroe-Blum, qui est entrée en fonction au CAC en mai 2007, est la 16<sup>e</sup> principale de l'Université McGill. Elle est membre de la faculté de médecine de l'Université McGill et professeure au département d'épidémiologie et de biostatistique. Elle est officière de l'Ordre du Canada et est membre spécialement élue de l'Académie des sciences à la Société royale du Canada. M<sup>me</sup> Munroe-Blum siège à l'heure actuelle aux conseils d'administration de l'Association des universités et collèges du Canada, de la Commission trilatérale, de la Conférence de Montréal et de l'Association de la recherche universitaire.

Le CAC a également le plaisir d'annoncer que M. Michel G. Bergeron a accepté de rejoindre son comité consultatif scientifique. Le docteur Bergeron est professeur et directeur de la Division de microbiologie et fondateur et directeur du Centre de recherche en infectiologie de l'Université Laval à Québec. En plus d'être membre de l'Académie canadienne des sciences de la santé, il a reçu de nombreux prix, dont le prix du Québec Wilder-Penfield, qui est la plus haute distinction attribuée par le gouvernement de la province du Québec à un scientifique dans le domaine de la recherche biomédicale. Il a récemment reçu le prix « Biotechnologie de demain » de Génome Québec, lors de la cérémonie des prix Genesis de 2007. M. Bergeron est en train de mettre sur pied un consortium international appelé « Diagnostics for Life », dont le rôle est de mettre au point des appareils de tests utilisables sur les lieux de prestation des soins.

## NOUVEAUX ARRIVANTS AU CONSEIL DES ACADÉMIES CANADIENNES

Le personnel du Conseil des académies canadiennes (CAC) a le plaisir d'accueillir deux nouveaux membres.

M. Daniel Munro a rejoint le CAC le 4 juin 2007 au titre d'analyste principal et travaille sur les évaluations concernant la grippe et sur les nanotechnologies. Il a fait des études de premier cycle universitaire à l'Université de Toronto avec majeure en sciences politiques et mineure en philosophie (1996), obtenu une maîtrise ès arts en sciences politiques à l'Université de l'ouest de l'Ontario (1997) et fait ses études de doctorat au M.I.T. (2006). Il a enseigné les sciences politiques et la philosophie à l'Université de l'ouest de l'Ontario, à l'Université de Toronto et à l'Université Queen's et a reçu un prix d'excellence en enseignement de premier cycle en 2006 pour son enseignement au Huron University College. Il arrive au CAC après avoir récemment terminé des études postdoctorales sur la démocratie et la diversité au département de philosophie de l'Université Queen's.

M. David Cashaback a rejoint le CAC le 9 juillet 2007 au titre d'analyste principal et travaille sur les évaluations portant sur les eaux souterraines et sur les hydrates de gaz. Il a obtenu un diplôme de sciences politiques et de russe à l'Université d'Ottawa (1997) et une maîtrise ès arts en sciences politiques à l'Université York (1999), avant d'obtenir son doctorat en études gouvernementales à la London School of Economics and Political Science (2005), qu'il a fréquentée au titre de chercheur du Commonwealth et du CRSH. Il a été stagiaire parlementaire au Programme de stage parlementaire (1999-2000) et a occupé le poste de responsable des programmes à l'Institut sur la gouvernance (2000-2001), où il a publié des études sur les implications de la biotechnologie pour les politiques publiques et sur le rôle des agences centrales dans la prise de décisions au Canada. David arrive du CAC après avoir récemment terminé, avec une bourse du CRSH, des études postdoctorales à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa, où il a également été chargé de cours à temps partiel.

## CONSEIL DES GOUVERNEURS

**Howard Alper, président, MSRC**  
Professeur émérite de l'Université d'Ottawa et conseiller exécutif invité du Centre de recherche pour le développement international (Ottawa, Ont.)

**Paul Armstrong, MACSS**  
Professeur d'université à l'Université de l'Alberta (Edmonton, Alb.)

**Paul Bernard**  
Professeur titulaire du département de sociologie de l'Université de Montréal (Montréal, Qué.)

**Richard Drouin**  
Avocat pour le cabinet, McCarthy Tétrault (Québec, Qué.)

**Edna Einsiedel**  
Professeure d'université et professeure des études de la communication à l'Université de Calgary (Calgary, Alb.)

**Chaviva Hošek**  
Présidente et PDG de l'Institut canadien de recherches avancées, (Toronto, Ont.)

**Heather Munroe-Blum, MSRC**  
Principale, vice-chancelière et professeure de médecine Université McGill (Montreal, Qué.)

**Ron Nolan, MACG**  
Ancien président, président du conseil et PDG de Hatch Associates Ltd., à Mississauga (Ont.)

**Elizabeth Parr-Johnston**  
Présidente de Parr-Johnston Consultants (Chester Basin, N.-É)

**Martha Piper**  
Ancienne rectrice de l'Université de la Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)

**Kathleen Sendall, MACG**  
Vice-présidente principale de Pétro-Canada (Calgary, Alb.)

**Martin Schechter, MSRC, MACSS**  
Professeur et chef du département de santé et d'épidémiologie de l'Université de Colombie-Britannique (Vancouver, C.-B.)



Pour nous joindre  
Conseil des académies canadiennes  
180, rue Elgin, bureau 1401  
Ottawa (Ontario) K2P 2K3  
Tél: 613-567-5000 Téléc: 613-567-5060

Pour recevoir ce bulletin sous forme électronique, veuillez vous inscrire en ligne à [www.sciencepourlepublic.ca](http://www.sciencepourlepublic.ca).